

Contre Attaque POURQUOI L'EXTRÊME DROITE AGIT-ELLE EN TOUTE IMPUNITÉ EN FRANCE ?

- Parce que les liens entre police et extrême-droite sont structurels et personnels : histoire -

Depuis la mort du nazillon Quentin Deranque, dont il a été démontré que la mort a été causée par le guet-apens tendu par son groupe de néo-nazis armés qui a blessé des antifascistes, aucun des nervis d'extrême-droite n'a été interpellé. Depuis nous avons également rappelé sur notre média de nombreuses histoires récentes révélant de manière flagrante comment l'extrême-droite agresse et tue en toute impunité depuis des années.

La question que l'on doit se poser, c'est quelles sont les raisons de cette impunité ? Pourquoi, à Lyon, on recense 102 agressions fascistes depuis 2010, dont 70% sont restées impunies ? Comment, à Nantes et dans de nombreuses villes, nous constatons la multiplications d'attaques d'extrême droite, parfois sous les yeux de la police, sans réaction ?

Au-delà de la justification (bien réelle) de l'adhésion du corps policier aux idées d'extrême-droite, il y a une raison très simple : il existe des liens directs entre les groupes d'extrême-droite et les services de police.

Les milieux d'extrême-droite et la police, 85 ans d'histoire d'amour et de lutte contre la gauche

Cette porosité entre les milieux néonazis et la police ne date pas d'aujourd'hui. Elle est même dans son ADN, puisque la police nationale a été créée par le régime de Vichy en 1941. À l'été 1942, c'est elle qui est chargée d'arrêter des milliers de juifs lors de la Rafle du Vel d'Hiv. Après-guerre, la structure de la Police Nationale ne change pas et reste aujourd'hui encore presque identique, même si les missions ne sont officiellement plus les mêmes. **QUOIQUE, IL**

S'AGIT TOUJOURS DE CHASSER CEUX QUI SONT DÉSIGNÉS COMME «INDÉSIRABLES». En outre, il n'y a pas vraiment d'épuration.

On connaît Maurice Papon, collaborateur zélé qui déporta des milliers de juif·ves pendant la Seconde guerre mondiale, puis fut préfet de police de Paris. Fonction pendant laquelle il organisa notamment le massacre de centaines d'Algérien·nes en 1961, puis le massacre des manifestant·es du métro Charonne en 1962. Il ne s'agit pas d'une exception, plutôt de la règle.

Après guerre, les policiers collaborationnistes sont embauchés pour lutter contre «le péril rouge» et le «complot gauchiste international». Ainsi, citons le

commissaire Jean Dides de la police de Vichy, chargé de la lutte contre les résistants étrangers. Il n'est pas renvoyé après la guerre et n'écope que d'une courte mise à pied,

avant d'être chargé de la lutte anticommuniste au sein de la police de Paris. *«Dès 1947, avec l'aide du commissaire Jean Dides, le pouvoir mettait en place une police de l'ombre susceptible de monter des mauvais coups, de pratiquer le fichage, l'espionnage et la provocation d'une manière structurée»* explique l'ancien secrétaire général du

Syndicat général de la police (SGP), Jean Chaunac.

Dides fait révoquer soixante commissaires nommés au titre de la Résistance, s'assurant de ne garder que des commissaires bien à droite. Ses méthodes de barbouzes finissent quand même par le faire révoquer.

Nous sommes en pleine guerre d'Algérie, et les policiers sont massivement pour le maintien de l'Algérie française, alors cœur idéologique de la bataille de l'extrême droite française.

Ainsi, nombreux sont les liens entre l'OAS et la police, qui ne lutte que très mollement contre leurs attentats.

Après son départ forcé de l'institution policière, Jean Dides rejoint les réseaux poujadistes et se fait élire, avec Jean-Marie Le Pen, député en 1956. Il gardera une influence importante dans la police jusqu'à sa mort. En 2018, le

même Jean-Marie Le Pen explique que sous la direction du commissaire Dides, il était prévu de faire évader Jean Bastien-Thiry, organisateur de l'attentat du Petit-Clamart en 1962 contre le Général Charles De Gaulle.

Au lendemain des révoltes de mai 1968, le ministère de l'Intérieur cherche à endiguer les tentations révolutionnaires des étudiants et étudiantes. Pour ce faire, les renseignements généraux (RG) commencent à recruter des inspecteurs de police au sein des facs de droit, surtout Assas, réputée pour être un fief de fascistes. De fait, des militants du GUD se retrouvent propulsés commissaires de police ou inspecteurs.

Dans les années 70, les groupuscules d'extrême-droite tentent une percée dans les syndicats policiers. Ils proposent ce dont rêvent les policiers : rétablissement de la peine de mort, moyens illimités, permis de tirer après une seule sommation (comme pouvaient le faire les gendarmes), fin du «laxisme de la justice», déjà... En 1973, la Fédération professionnelle indépendante de la police, syndicat de police d'extrême-droite, est créée. Elle regroupe à peu près toute la nébuleuse des militants néonazis convertis en flics. Continuer à taper sur les immigrés, mais en portant un uniforme, le tout grassement payé par l'État, pourquoi pas ?

En 1983, Jean-Marie Le Pen défile avec la FPIP avec un millier de policiers, après la mort de trois agents lors d'une fusillade avec Action directe. En 1989, Serge Lecanu, secrétaire général de la FPIP, est arrêté avec 4 autres policiers pour incendies volontaires de foyers de travailleurs immigrés et du siège du journal Globe. ***Vous comprenez que les méthodes violentes de l'extrême-droite n'émeuvent pas les policiers ? Ils ont les mêmes.*** Le FN finit même par créer son propre syndicat de police, le FN de la police (FNP), finalement déclaré hors la loi. Mais d'autres syndicats d'extrême-droite seront créés derrière, et le lien immuable entre le RN et la police est assuré.

Quelques autres exemples de ce pantouflage des militants néonazis vers les hautes fonctions de police et inversement :

dans les années 80, Paul-Louis Durand, du groupuscule néonazi la Fane, est recruté comme inspecteur de police. Il finira aux renseignements généraux de la préfecture de Paris, en charge de la protection des hautes personnalités. Yves Bonnet, ancien préfet et directeur de la Direction de la Surveillance du territoire de 1982 à 1985, rejoint le Rassemblement National à l'occasion des élections régionales de 2021. En 2024, Matthieu Valet, ancien porte-parole du syndicat indépendant des commissaires de police se retrouve... sur la liste RN aux élections européennes. Toujours en 2024, on retrouve comme candidat dans la 1ère circonscription du Var Sébastien Soulé, brigadier-chef et délégué du syndicat policier d'extrême-droite Alliance. À l'heure actuelle, à l'Assemblée nationale, le Rassemblement National compte 4 policiers parmi ses députés. Le cas Louis Laugier Louis Laugier a été nommé en 2024 directeur général de la police (DGPN) – autrement dit, le grand chef de la Police Nationale – par l'ancien Ministre de l'intérieur d'extrême-droite Bruno Retailleau. Ancien cadre de Saint-Cyr, il est surtout le père de Stanislas Laugier, cofondateur de la ligue ligérienne, groupuscule néofasciste nantais.

C'est en 2020, après la dissolution du Bastion social pour provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence, que la Ligue ligérienne voit le jour. Ce groupuscule dont les locaux se trouvaient rue de Châteaulin, près du pont Saint-Mihiel à Nantes, organise des maraudes pour «Français de souche» ainsi que des conférences catholiques-traditionalistes, ou nationalistes-révolutionnaires.

Le 31 juillet 2021, des nervis de la Ligue et d'autres groupuscules attaquaient un cortège lors d'une manifestation contre le pass sanitaire. Stanislas Laugier est également le mari d'Ombeline Gidoïn de Monnerville, numéro trois de la liste RN aux élections

municipales de Nantes en 2020.

L'EXTRÊME-DROITE, SOUTIEN INDÉFECTIBLE DE LA POLICE

Aujourd'hui ce n'est plus une surprise : la police vote massivement pour l'extrême-droite. **En 2024, une affiche du Rassemblement National exposait carrément un gendarme à côté d'un texte appelant à voter pour Bardella. Et pour cause : racisme, sexisme, volonté d'autoritarisme, haine de la gauche... leurs idées sont les mêmes. En 2015, le CEVIPOF annonçait que 7 policiers actifs sur 10 votaient RN. Et en retour, le RN soigne la police : soutien inconditionnel, participation à ses rassemblements comme celui du 31 janvier dernier. "Le RN voit dans les policiers des militants pour sa cause et non les agents d'une administration impartiale" expliquait le politiste Sebastian Roché. Ainsi, les deux marchent main dans la main.**

NE VOUS ÉTONNEZ DONC PAS : L'IMPUNITÉ EST ORGANISÉE PUISQUE LA POLICE PROTÈGE TOUT SIMPLEMENT LES SIENS. LA PROXIMITÉ N'EST PAS QU'IDÉOLOGIQUE, ELLE EST INTRINSÈQUE ET FILIALE. LEUR AMOUR DE LA VIOLENCE EST ÉGALEMENT LE MÊME.